



Accumulation de preuves sur l'existence de plans d'intervention militaire contre la Syrie

Par [Chris Marsden](#)

Mondialisation.ca, 10 décembre 2012

wsws.org

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Hier, *Military.Com* a rapporté que 400 soldats américains et néerlandais étaient déjà « stationnés à la frontière turco-syrienne... pour préparer des missiles Patriot trois jours après que l'OTAN a accepté de déployer des Patriot NIM-104 système de missiles sol-air en Turquie. »

Ceci vient après l'annonce faite cette semaine par l'Allemagne, qui fournit à la Turquie deux des trois systèmes de missiles, en plus de celui venant des Pays-Bas, qu'elle enverra 170 soldats à la frontière syrienne.

Le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, et le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, ont tous deux prétendu que le président syrien Bachar al-Assad envisage sérieusement de se servir d'armes chimiques contre ses adversaires, une décision définie comme une « ligne rouge » par Washington. Lundi, le président Barack Obama a dit que le recours aux armes chimiques était « totalement inacceptable » et aurait des « conséquences. »

Le vice-ministre syrien des Affaires étrangères, Faisal Miqdad, a réitéré hier, « La Syrie souligne encore une fois, pour la 10^{ème}, la 100^{ème} fois, que si nous disposions de telles armes, elles ne seraient pas utilisées contre notre peuple. Nous ne nous suiciderions pas. »

Les affirmations infondées selon lesquelles la Syrie a l'intention de le faire est un prétexte évident pour un acte d'agression militaire par les puissances de l'ONU comme l'étaient, il y a une décennie, les mensonges concernant les « armes de destruction massive » irakiens. Les Etats-Unis ont effectué des préparatifs considérables pour une intervention qui n'a rien à voir avec les « renseignements » qu'ils affirment avoir sur les armes chimiques.

Comme le *World Socialist Web Site* l'avait précédemment rapporté, Washington a déployé une gigantesque armada au large de la côte syrienne dont le fer de lance est le groupe aéronaval emmené par le porte-avion américain USS Eisenhower et comprenant un groupe amphibie formé par l'USS Iwo Jima, l'USS New York et l'USS Gunston Hall et qui transporte un contingent de 2.500 marines américains.

Ceci positionne 17 navires de guerre, 70 chasseurs bombardiers et 10.000 personnels militaires à une distance de frappe de la Syrie, en plus de la 39^{ème} Aile de base aérienne (39ABW) d'Incirlik en Turquie et de dizaines de milliers de troupes au sol déployées au Koweït, au Qatar, dans les Emirats arabes unis et au Bahreïn.

L'envoi de troupes en Turquie par l'Allemagne a suivi l'appel émis le mois dernier par son ministère des Affaires étrangères en vue d'une « mise en œuvre rapide » de la Mission européenne d'assistance à la frontière (EUBAM) au point de passage Rafah à la frontière entre Gaza et l'Égypte, et pour que l'Égypte bénéficie d'une aide de l'UE pour équiper sa police des frontières, pour soi-disant mettre fin à la contrebande d'armes à destination de Gaza.

Le renforcement américain bien plus substantiel est conforme aux projets élaborés par le Pentagone, estimant qu'une intervention militaire de grande envergure de la Syrie nécessiterait 75.000 soldats américains. Mais, une autre option éventuelle a été précisée cette semaine par le magazine français *Le Point*. Celui-ci indique qu'une mission est déjà prévue pour la Syrie qui implique la France et qui comprendrait un nombre relativement faible de forces spéciales originaires d'un certain nombre de pays de l'OTAN et qui serait calquée sur l'intervention occidentale en Libye. L'intervention combinerait un blitz aérien avec une action au sol par les forces spéciales afin de détruire les stocks d'armes chimiques ainsi que la force aérienne et les systèmes de défense aériens syriens.

Ce reportage français a été confirmé vendredi par DEBKAFfile, qui cite des sources proches du ministère français de la Défense au sujet d'une intervention imminente combinée entre l'armée occidentale et arabe et impliquant les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, la Turquie, la Jordanie et d'autres États arabes anti-Assad. DEBKAFfile, qui est proche de l'armée israélienne et des sources de renseignement, a identifié l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar comme étant de la partie.

DEBKAFfile a souligné que « le porte-avions français Charles de Gaulle, portant un complément d'infanterie de marine est déployé en Méditerranée, ayant rejoint le groupe aéronaval USS Eisenhower et au moins cinq navires de guerre britanniques qui sont également porteurs d'une grande force de marine. »

Il a poursuivi en indiquant : « Dans les deuxième et troisième semaines de novembre, les forces navales britanniques et françaises, ainsi que 2.600 combattants des forces spéciales des deux pays ont effectué des exercices d'atterrissage et de capture contre des emplacements fortifiés sur la côte et les montagnes de l'Albanie en tant qu'exercice pour des opérations potentielles contre un terrain similaire à la Syrie, là où les montagnes aléoutiques surplombent les villes côtières de Lattaquié et Tartous. »

Hier également, *Le Figaro* a rapporté que des conseillers militaires français avaient rencontré des combattants de l'opposition syrienne pour identifier d'éventuels destinataires d'approvisionnement d'armes. Les agents français ont eu des entretiens directs avec un dirigeant de l'Armée syrienne libre « dans la région entre Damas et le Liban, » a-t-il dit en citant un chef anonyme de l'opposition syrienne. Ils voulaient déterminer la « capacité opérationnelle de chaque groupe » et leur « orientation politique, » a-t-il dit. Des agents américains et britanniques ont aussi organisé des réunions, a ajouté la source.

Une source non identifiée de l'armée française a confirmé que ces réunions avaient bien eu lieu.

La secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, est en train de jouer un rôle clé consistant à encourager une riposte militaire. S'exprimant hier à Belfast, elle a demandé une « action concertée » pour mettre fin au conflit mais a ajouté que les pourparlers jeudi à Dublin avec le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov, n'avaient pas débouché sur de «

grandes avancées. »

La rencontre avec Lavrov et l'envoyé spécial conjoint des Nations unies et de la Ligue arabe, Lakhdar Brahimi, a été la dernière tentative pour persuader Moscou d'abandonner son plus ancien allié au Moyen-Orient et qui lui permet d'avoir une base militaire à Tartous. Les spéculations sont allées bon train quant à l'interprétation à donner aux déclarations faites par Lavrov d'accepter le droit de la Turquie à l'autodéfense. Mais, il a aussi insisté pour dire que « la Syrie n'est pas la Libye », en espérant « qu'il n'y aura pas d'ingérence extérieure » et en réclamant des négociations.

L'ambassadeur de Russie auprès de l'OTAN, Alexander Grushko, a critiqué le déploiement de missiles américains Patriot à la frontière turco-syrienne comme étant la preuve que l'OTAN « s'impliquait dans le conflit après tout » sous le prétexte de « provocations ou de certains incidents à la frontière [turco-syrienne] »

Hier, des sources gouvernementales turques ont confirmé que la Turquie et la Russie avaient accepté de collaborer sur un projet de « changement politique » en Syrie. Cependant, une source turque a dit qu'il n'existait pas d'accord sur une quelconque suite à donner étant donné que « la Russie insiste sur un processus venu de la Syrie. »

Que la Russie abandonne ou non Assad, la situation s'achemine vers une intervention de l'OTAN - très probablement en soutien à la Turquie et/ou une force intermédiaire arabe. La semaine prochaine, Clinton doit se rendre à Marrakech, au Maroc, pour une rencontre avec le groupe des Amis du peuple syrien à laquelle participera la Coalition nationale syrienne nouvellement formée. « Maintenant qu'une nouvelle opposition est formée, nous allons faire tout notre possible pour soutenir cette opposition. » a dit Clinton aux journalistes à Bruxelles.

La déstabilisation de la Syrie vise à isoler l'Iran et à garantir l'hégémonie américaine sur cette région riche en pétrole. Mais, de tels projets mettent Washington dans un conflit encore plus dangereux avec la Russie et aussi avec la Chine. Avant la réunion avec Lavrov, jeudi, Clinton avait dit aux journalistes que les Etats-Unis étaient déterminés à empêcher que la Russie ne recrée une nouvelle version de l'Union soviétique en Asie centrale et en Europe de l'Est au moyen du « stratagème » de l'intégration économique.

« Un effort est fait pour re-soviétiser la région, » a-t-elle dit. « Cela ne s'appellera pas ainsi. Cela s'appellera une union douanière, cela s'appellera Union eurasiatique ou quelque chose comme ça. Mais, qu'on ne s'y trompe pas. Nous savons quel est l'objectif et nous tentons de trouver des moyens efficaces pour ralentir ou empêcher cela. »

Chris Marsden

Article original, [WSWS](#), paru le 8 décembre 2012

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Chris Marsden](#), [wsws.org](#), 2012

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca